

**CFDT-Culture CFTC-Culture CGT-Culture
SNAC-FO SNAC-FSU SUD-Culture UNSA-CULTURE**

Ministère en danger, ministère mobilisé !!!

Comme Christine Albanel et son cabinet en font chaque jour la démonstration, la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) est bien une vaste entreprise de démantèlement et de casse du service public qui n'épargne aucun secteur du ministère.

Bien que les mots « réforme », « modernisation », « optimisation », « resserrement », « relocalisation » ou encore « proactif » soient utilisés avec un art consommé de la novlangue, de la mauvaise foi et de la démagogie par le pouvoir, les vrais objectifs fixés par l'Élysée et Matignon à tous les ministres sont aujourd'hui archi-connus : Ils doivent partout et à tout prix détruire des emplois publics en grande quantité.

Pour ce faire, des directions entières mais aussi des délégations, des départements et des services sont purement et simplement rayés du paysage administratif.
Au rythme actuel, ce sont plus de 250 000 emplois qui auront disparu à la fin du quinquennat de Nicolas Sarkozy.

Le ministère de la Culture et de la Communication, malgré sa très petite taille, fait donc, lui aussi, les frais de cette politique insensée.

Les chiffres sont éloquents : 670 suppressions d'emplois sont programmées pour les trois ans à venir (dont 255 sur le budget des établissements publics).

Sur les 415 suppressions prévues sur le budget de l'Etat, 249 concerneraient la seule administration centrale du ministère.

« Moderniser, rénover, resserrer » disent-ils ? La belle affaire ! Madame Albanel, son cabinet, les préfigurateurs et le Secrétariat général portent en fait la responsabilité de la destruction de 7 directions et délégations, toutes pourtant essentielles au service public culturel et à la pérennité d'un ministère qui fêtera bientôt ses cinquante ans.

L'intersyndicale du ministère de la Culture, considère que les manœuvres dilatoires et les tergiversations du cabinet et de l'administration n'ont que trop duré. Elle exige que toute la vérité soit faite sur le devenir des missions, ainsi que sur celui de chacune des fonctions et de chacun des emplois.

La casse délibérée et systématique de l'administration centrale, la déstabilisation des services déconcentrés et des établissements publics - comme l'illustre la délocalisation du siège de l'Inrap -, c'est la fin annoncée du ministère de la Culture et de la Communication et de ses missions.

Nous ne laisserons pas faire !

**L'intersyndicale invite les personnels à une grande
Assemblée Générale pour toute la région Ile
de France :**

**Immeuble des Bons-Enfants,
le jeudi 4 décembre à 12H30
(salle Molière au 182, rue Saint-Honoré)**

Paris, le 28 novembre 2008